

# **L'éducation en périphérie, l'inconscient du politique : les conséquences d'un abandon.**

**Espace Campement Urbain grand Palais. Samedi 27 mai 2006.**

A l'invitation de Séverine Labarre et Cécile Dubot, respectivement professeur de lettres et d'arts plastiques à Sevrans, l'espace Je & Nous a accueilli des représentants des métiers liés à l'éducation en ce samedi après midi.

On a pu entendre :

Natacha Piaget, professeur d'histoire géographie à Aulnay sous Bois.

Anissah Himeur, conseillère d'orientation psychologue à Sevrans.

Maryse Patry, professeur des écoles à Sevrans, secrétaire départementale du SNUipp93.

Goulven Kerien, professeur d'histoire géographie à Saint Denis, secrétaire départemental du SNES93.

Laurent Miranda, conseiller d'orientation psychologue à Sevrans.

Regine Charles, enseignante au collège Jaurès à Villepinte.

Séverine Labarre a introduit les interventions par la lecture d'un courrier des personnels grévistes du collège République de Bobigny et a fait un premier constat que l'on retrouvera dans l'analyse de tous les intervenants, celui du désengagement progressif de l'état de l'Education Nationale.

L'Education Nationale, qui, par ses effectifs, est un poste important dans le budget de l'état, est la première concernée par la politique de réduction des déficits publics et tend à devenir la proie du marché conformément à des directives de l'OMC.

Les nouvelles propositions de loi visant à instituer notamment l'apprentissage à 14 ans et un « socle commun » de connaissances ont pour effet de substituer la notion de compétence à celle de savoir, et la notion « d'objectif atteint » à celle de programme d'enseignement. La problématique de proposition de richesse intellectuelle s'en trouve éludée et Séverine Labarre pointe l'origine de cette politique en citant un rapport de l'OCDE publié en 1998 « réserver l'éducation publique aux populations non rentables, appelées à stagner, pendant que le reste de la population continuerait de progresser ». Ainsi aujourd'hui, le socle commun vise à réduire les ambitions à la hauteur des moyens concédés, au lieu de se donner de réels moyens pour une école ambitieuse pour tous.

Encore et toujours, une société à deux vitesses que dénonce aussi Goulven Kerien, insistant sur l'individualisation du parcours des élèves en difficulté au détriment d'un enseignement à visée égalitaire défendu par les organisations syndicales.

Natacha Piaget parle d'abandon, abandon des enfants dans leur vie quotidienne, à l'école autant que sur leur lieu de vie. L'état lamentable dans lequel se trouvent certaines structures peut conduire à des situations dramatiques, ainsi dernièrement on a vu s'écrouler un faux-plafond sur une élève.... Au-delà de conséquences

immédiates des plus graves, l'impact sur l'image de l'école est perceptible et il devient difficile de faire respecter l'établissement par les élèves.

Cependant, il est bon de rappeler que la maintenance des bâtiments incombe désormais au département et Séverine Labarre note à ce sujet que lorsqu'on parle de moyens dans l'éducation nationale, on parle d'heures de cours. Le crédit d'heures global ayant une fâcheuse tendance à se réduire, on voit se profiler des systèmes interdisant le redoublement. Déjà surnommé «passage/dégage», ce fonctionnement fera sortir l'élève du cycle scolaire le plus rapidement possible et il contribuera à réduire le coût financier de l'éducation ramenée à un ratio enfant/année.

Les métiers « périphériques » comme celui de conseiller d'orientation psychologue voient aussi leurs effectifs diminuer et Hanissah Himeur craint de voir la fonction de psychologue se dissocier du conseiller d'orientation qui aurait une mission de « gestion de fond » adapté au marché du travail local à un instant T. L'orientation deviendrait donc une pré-insertion.

Le constat est amer et il est important de souligner les propos de Maryse Patry. Evoquant le mouvement des « on n'est pas des moins que rien », elle insiste sur le foisonnement et la richesse des établissements de Seine St Denis et de leurs élèves qui permettent diverses expérimentations mais garde à l'esprit que « jamais on ne pose la question d'ensemble sur l'évolution des savoirs et des connaissances et de leur répartition »

Tous ces témoignages convergent et rappellent le constat du bureau municipal de Sevran (La survie, espace Campement Urbain samedi 13 mai 2006) : le constat de l'abandon et du désengagement de l'état au regard de ses missions premières. Du récit peut naître le désespoir puis la révolte et il apparaît urgent de comprendre, faire comprendre et entendre le phénomène déjà engagé dans certaines régions françaises afin de l'endiguer au plus vite.

Sylvie Blocher a demandé aux participants quelle était la mesure qui paraissait à chacun la plus urgente :

« Accéder à une richesse de langage »,

« Penser l'école avec les enseignants »,

« Que ceux qui conçoivent l'école, la conçoivent pour tous telle qu'ils la voudraient pour leurs propres enfants ».

« Préserver la pluralité d'enseignement »,

« Accepter de voir et d'entendre (à l'adresse du gouvernement) »

et, pour conclure, « un peu plus d'art » .